



# L'agenda du Forum économique mondial derrière la réforme agricole de Modi

Par [F. William Engdahl](#)

Mondialisation.ca, 22 février 2021

Région : [Asie](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),  
[Économie](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#),  
[Transnationales](#)

*En septembre 2021, les Nations unies organiseront un Sommet sur les Systèmes alimentaires. L'objectif sera de remodeler l'agriculture et la production alimentaire mondiales dans le contexte des objectifs malthusiens de l'Agenda 2030 des Nations unies en matière « d'agriculture durable ». Les récentes lois agricoles radicales du gouvernement de Narendra Modi en Inde font partie du même agenda mondial, et tout cela ne présage rien de bon.*

Dans l'Inde de Modi, les agriculteurs protestent massivement depuis que trois nouvelles lois agricoles ont été adoptées à la hâte par le Parlement en septembre dernier. Les réformes de Modi ont été motivées par un effort bien organisé du Forum économique mondial (FEM) et de sa Nouvelle Vision de l'Agriculture, qui fait partie de la Grande Réinitialisation de Klaus Schwab, le volet « entreprises » de l'Agenda 2030 des Nations unies.

## Thérapie de choc de Modi

En septembre 2020, lors d'un vote parlementaire précipité, plutôt qu'un vote formel dûment enregistré, et apparemment sans consultation préalable avec les syndicats ou organisations d'agriculteurs indiens, le gouvernement du premier ministre Narendra Modi a adopté trois nouvelles lois déréglementant radicalement l'agriculture indienne. Cela a déclenché des mois de protestations nationales des agriculteurs et des grèves à l'échelle du pays, qui se répandent dans toute l'Inde et qui exigent l'abrogation des trois lois.

En effet, ces lois mettent fin aux restrictions imposées aux grandes entreprises qui achètent des terres et stockent des produits de base pour contrôler les prix des agriculteurs. Elles permettent également aux grandes entreprises multinationales de contourner les marchés d'État locaux ou régionaux où les produits des agriculteurs sont normalement vendus à des prix garantis, et aux entreprises de conclure des accords directs avec les agriculteurs. Tout cela aura pour conséquence la ruine de dizaines de millions de petits exploitants marginaux ou de petits exploitants agricoles et de petits intermédiaires dans la fragile chaîne alimentaire indienne.

Les nouvelles lois de Modi sont des mesures que le FMI et la Banque mondiale réclament depuis le début des années 1990 afin d'intégrer l'agriculture indienne dans le modèle d'entreprise agro-industrielle mis en place aux États-Unis par la Fondation Rockefeller il y a plusieurs décennies. Jusqu'à présent, aucun gouvernement indien n'a voulu s'attaquer aux agriculteurs, qui constituent le groupe de population le plus important du pays et dont

beaucoup vivent sur de minuscules parcelles ou vivent de leur seule subsistance. L'argument de Modi est qu'en changeant le système actuel, les agriculteurs indiens pourraient « doubler » leurs revenus d'ici 2022, une affirmation douteuse et non prouvée. Il permet aux entreprises d'acheter des terres agricoles pour la première fois au niveau national, afin que les grandes sociétés, les entreprises de transformation alimentaire et les exportateurs puissent investir dans le secteur agricole. Contre eux, un petit agriculteur n'a aucune chance. Qui est à l'origine de cette poussée radicale ? On trouve ici le programme radical de mondialisation de l'agriculture du FEM et de la Fondation Gates.

### Le FEM et les corporatistes

Ces lois sont le résultat direct de plusieurs années d'efforts du Forum économique mondial et de son initiative « Nouvelle Vision pour l'Agriculture » (NVA). Depuis plus de 12 ans, le FEM et sa NVA ont encouragé un modèle d'entreprise en Afrique, en Amérique latine et en Asie. La « grande cible » a été l'Inde, où la résistance à la prise de contrôle de l'agriculture par les entreprises est féroce depuis l'échec de la révolution verte de la Fondation Rockefeller dans les années 1960. Pour la Grande Réinitialisation du FEM, plus connue sous le nom d'Agenda 2030 des Nations unies pour une « agriculture durable », le système agricole et alimentaire traditionnel de l'Inde doit être brisé. Les petits exploitants agricoles familiaux doivent être contraints de vendre à de grands conglomérats agro-industriels et les protections régionales ou étatiques pour ces agriculteurs doivent être éliminées. Ce système sera « durable », non pas pour les petits agriculteurs, mais plutôt pour les [grands groupes agro-industriels](#).

Pour faire avancer ce programme, le FEM a créé un puissant groupe d'intérêts d'entreprises et de gouvernements appelé le NVA India Business Council. Sur son site web, à la page d'accueil du FEM, on peut lire : « Le NVA India Business Council sert de groupe de direction informel et de haut niveau pour défendre la collaboration et les investissements du secteur privé afin de favoriser une croissance agricole durable en Inde ». L'idée de ce qu'ils entendent par « durable » se retrouve dans leur liste de membres.

En 2017, le NVA India Business Council du FEM comprenait Bayer CropScience, l'un des plus grands fournisseurs mondiaux de pesticides agricoles, et maintenant, de semences OGM de Monsanto ; Cargill India Pvt. du géant céréalier américain ; Dow AgroSciences, producteur de semences OGM et de pesticides ; la société DuPont, spécialisée dans les OGM et l'agrochimie ; le géant du cartel céréalier Louis Dreyfus Company ; Wal-Mart India ; India Mahindra & Mahindra (le plus grand fabricant de tracteurs au monde) ; Nestle India Ltd ; PepsiCo India ; Rabobank International ; State Bank of India ; Swiss Re Services, le plus grand réassureur au monde ; India Private Limited, un fabricant de produits chimiques ; et le groupe Adani de Gautam Adani, le deuxième homme le plus riche d'Inde et le [principal financier](#) du parti BJP de Modi. Remarquez l'absence d'organisations d'agriculteurs indiens.

En plus de Guatam Adani, le principal bailleur de fonds de Modi, qui siège au conseil d'administration du NVA India Business Council du FEM, MukeshAmbani siège au conseil d'administration du Forum économique mondial de Klaus Schwab. Ambani, autre bailleur de fonds de Modi, est le président et le directeur général du plus grand conglomérat indien, Reliance Industries, et la deuxième personne la plus riche d'Asie, avec une valeur de 74 milliards de dollars. Ambani est un fervent défenseur de la réforme agricole radicale, car Reliance devrait engranger [d'énormes bénéfices](#).

En décembre, des agriculteurs du Pendjab ont brûlé des effigies du premier ministre Modi,

du président de Reliance Industries, Mukesh Ambani, et du président du groupe Adani, Gautam Adani, [les accusant](#) d'être derrière les nouvelles lois de Modi.

Pour quiconque a la moindre idée de ces mastodontes des entreprises, il est clair que les intérêts et le bien-être des 650 millions d'agriculteurs indiens ne sont pas la priorité. Notamment, l'économiste en chef du FMI, Gita Gopinath, un Indien qui vit actuellement aux États-Unis, a approuvé les lois et a déclaré que les lois agricoles récemment adoptées en Inde ont le « [potentiel](#) » d'augmenter les revenus des agriculteurs.

Le 26 novembre, une grève générale nationale a été lancée, impliquant environ 250 millions de personnes pour soutenir les agriculteurs. Les syndicats des transports, qui représentent plus de 14 millions de chauffeurs de camion, se sont prononcés en faveur des syndicats d'agriculteurs. Il s'agit du plus grand défi que le régime du BJP de Modi ait eu à relever jusqu'à présent. Le fait que le gouvernement refuse de faire marche arrière laisse penser que ce sera une bataille acharnée.

Pour que l'Agenda 2030, ou Grande Réinitialisation pour transformer les industries alimentaires et agricoles mondiales comme Klaus Schwab préfère l'appeler, réussisse, il est de la plus haute priorité que l'Inde, avec l'une des plus grandes populations du monde, soit amenée dans le réseau mondialiste de contrôle des entreprises de l'agrobusiness. Il est clair que le calendrier de la déréglementation de Modi a à l'esprit le Sommet sur les Systèmes alimentaires des Nations unies de 2021.

#### L'AGRA et le Sommet sur les Systèmes alimentaires des Nations unies

Le prochain Sommet sur les Systèmes alimentaires des Nations unies, qui se tiendra en septembre, est un bon indicateur de l'agenda qui attend les agriculteurs indiens. Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a annoncé en 2019 que les Nations unies accueilleront le Sommet sur les Systèmes alimentaires en 2021 dans le but de maximiser les avantages d'une « approche des systèmes alimentaires » conforme aux objectifs de développement durable des Nations unies pour 2030. Il a nommé Agnes Kalibata du Rwanda comme son Envoyé spécial pour le Sommet sur les Systèmes alimentaires de 2021. La déclaration fondatrice du sommet prône « l'agriculture de précision » comme le GPS, les Big Data et la robotique, et les OGM, comme solutions.

Kalibata, ancienne ministre de l'Agriculture du Rwanda, est également la présidente de l'AGRA, l'Alliance pour une Révolution verte en Afrique. L'AGRA a été créée par les Fondations Gates et Rockefeller pour introduire les semences brevetées OGM et les pesticides chimiques connexes dans l'agriculture africaine. Une personne clé que Gates a mis en charge de l'AGRA, Robert Horsch, [a passé 25 ans](#) comme cadre supérieur de Monsanto. La Fondation Bill & Melinda Gates est également un « partenaire contributeur » du FEM.

Après près de 15 ans et quelque 1 milliard de dollars de fonds provenant de Gates, Rockefeller et d'autres grands donateurs, l'AGRA n'a pas réussi à élever les agriculteurs vers un meilleur bien-être. Les agriculteurs sont contraints par leurs gouvernements à acheter des semences à des fournisseurs commerciaux, souvent liés à Monsanto et à d'autres sociétés d'OGM, ainsi que des engrais commerciaux. Le résultat est l'endettement et souvent la faillite. Les agriculteurs se voient interdire de réutiliser les semences commerciales et sont contraints d'abandonner les semences traditionnelles qu'ils pourraient réutiliser. L'accent mis par l'AGRA sur le « marché » désigne le marché mondial

d'exportation contrôlé par Cargill et d'autres grands géants des cartels céréaliers. Dans les années 1990, sous la pression de Washington et de l'agro-business, la Banque mondiale a exigé que les gouvernements africains et autres des pays en développement mettent fin à leurs subventions agricoles. Cela, alors que l'agriculture des États-Unis et de l'UE reste fortement subventionnée. Les importations bon marché subventionnées de l'UE et de l'OCDE conduisent les agriculteurs locaux à la faillite. C'est voulu.

Un rapport de 2020 sur l'AGRA, intitulé « *Fausse promises* », conclut que « les augmentations de rendement des principales cultures de base dans les années précédant l'AGRA ont été aussi faibles que pendant l'AGRA ». Au lieu de réduire de moitié la faim, la situation dans les 13 pays cibles s'est aggravée depuis le lancement de l'AGRA. Le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté de 30% pendant les années de l'AGRA... touchant 130 millions de personnes dans les 13 pays cibles de l'AGRA ». L'AGRA de Gates a rendu la production alimentaire africaine plus mondialisée et plus dépendante que jamais de la volonté des multinationales mondiales dont le but est d'obtenir des intrants bon marché. Elle oblige les agriculteurs à s'endetter et exige que des « cultures de rente » spécifiques, comme le maïs ou le soja OGM, soient [cultivées pour l'exportation](#).

La stratégie de développement agricole 2008-2011, confidentielle, de la Fondation Gates en a exposé les grandes lignes :

« Les petits exploitants ayant le potentiel de produire un surplus peuvent créer un système agricole orienté vers le marché... pour sortir de la pauvreté... La vision du succès implique des agriculteurs orientés vers le marché exploitant des fermes rentables... cela nécessitera un certain degré de mobilité des terres et un pourcentage plus faible d'emplois totaux impliqués dans la production agricole directe ».

En 2008, Rajiv Shah était le directeur du développement agricole de la Fondation Gates et a supervisé la création de l'AGRA en collaboration avec la Fondation Rockefeller. Aujourd'hui, Rajiv Shah est président de la Fondation Rockefeller, partenaire de la Fondation Gates dans l'AGRA, qui a également financé la création de semences brevetées OGM dans les années 1970, la création des banques de semences du CGIAR avec la Banque mondiale et la Révolution verte indienne des années 1960, qui a échoué. Le monde est petit.

Le fait que le président de l'AGRA dirige le Sommet sur les Systèmes alimentaires des Nations unies de septembre 2021 (notez l'utilisation du terme « systèmes alimentaires ») expose les liens étroits qui existent entre les Nations unies, les fondations Gates et Rockefeller, le Forum économique mondial et leur réseau de méga entreprises mondiales.

L'Inde, avec 1,4 milliard d'habitants, dont peut-être la moitié dans l'agriculture, est le dernier bastion où l'agro-business mondial n'a pas pu dominer la production alimentaire. L'OCDE a été mondialisée par l'agro-business industriel depuis des décennies et la détérioration de la qualité des aliments et de la nutrition le confirme. La Chine s'est ouverte et est un acteur majeur dans le monde des OGM avec Syngenta, ainsi que le plus grand producteur mondial de glyphosate. Le rôle central de l'AGRA de Gates-Rockefeller dans le Sommet sur les Systèmes alimentaires de l'ONU de 2021, le rôle majeur du FEM dans la remise à zéro des « systèmes alimentaires » mondiaux et les pressions exercées ces derniers mois sur le gouvernement Modi pour qu'il mette en œuvre le même programme d'entreprise en Inde qu'en Afrique ne sont pas le fruit du hasard. Il prépare le monde à des récoltes catastrophiques, voire pire.



[The Reshaping of Global Agriculture: The WEF Agenda Behind India's Modi Government's "Farm Reform"](#), le 16 février 2021

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [Mondialisation.ca](#)  
Copyright © [F. William Engdahl](#), [Mondialisation.ca](#), 2021

---

Articles Par : [F. William Engdahl](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)